

L'indépendance catalane simplement reportée

- Le président catalan n'a ni abandonné, ni prononcé l'indépendance de sa région.
- Il tente d'imposer la politique de la main tendue à Madrid.
- Mais, en n'allant pas au bout du processus qu'il a enclenché, il fâche une partie de ses alliés au parlement catalan.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

J'assume le mandat du peuple catalan pour que la Catalogne devienne un Etat indépendant en forme de république", a solennellement proclamé Carles Puigdemont, président de la Catalogne. La foule indépendantiste qui manifestait à l'extérieur du bâtiment – plusieurs milliers de personnes fixées devant deux grands écrans de télévision – a éclaté en applaudissements. Mais Puigdemont douchait la joie de beaucoup en rajoutant très vite : "Mais je demande à ce parlement de suspendre la déclaration d'indépendance pour entreprendre un dialogue dans les prochaines semaines". Face à la multiplication des pressions de toutes sortes – politiques et économiques, internes, de Madrid et de Bruxelles – Puigdemont a cédé tout ce qu'il pouvait céder : la déclaration d'indépendance unilatérale (DUI) "immédiate" n'a donc pas eu lieu.

Préalablement, des dissensions au sein des partis qui soutiennent Puigdemont l'ont contraint à retarder de plus d'une heure son discours. Et devant les termes flous de la DUI, le malaise des députés de la CUP (extrême gauche indépendantiste) était perceptible. Pour certains membres de ce parti la déclaration de Puigdemont était purement et simplement "une trahison inadmissible". Or, la majorité catalane ne peut se passer des élus de la CUP sous peine de perdre sa majorité.

Dans son discours, Puigdemont a rappelé que les désaccords avec Madrid se sont développés à partir de la réforme du Statut d'autonomie, que le parlement de Barcelone avait approuvé en 2005 : "83 pour cent de nos députés l'ont voté". Le Tribunal constitutionnel l'avait largement retouché et le parti populaire (PP, droite) de Rajoy a entrepris une campagne pour bloquer cette auto-réforme catalane, soutenue alors par le chef de gouvernement socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero.

Malgré la marche arrière de Puigdemont, évitant la version directe de la DUI, les premières réactions du gouver-

"Mon collègue Carles Puigdemont s'est montré déterminé et responsable. Il tend la main et souhaite un dialogue avec le gouvernement espagnol de Madrid. C'est en ligne avec les appels du parlement flamand et de moi-même."

Geert Bourgeois
Ministre-Président flamand (N-VA)

nement de Rajoy se sont situées entre le refus et la stupéfaction : "Il fait une déclaration d'indépendance explicite et ensuite il déclare sa suspension de façon explicite", selon l'expression d'un membre de la majorité à Madrid. Pour Rajoy, qui doit se présenter ce mercredi au Congrès des députés espagnols, on ne peut accepter les résultats que Puigdemont a proclamé : plus de 2,26 millions de bulletins, 90 pour cent de "oui". Pour le "front constitutionnaliste", le référendum demeure illégal.

Puigdemont semble donc avoir été sensible à certains dirigeants européens, notamment le président du Conseil de l'UE, Donald Tusk, qui l'avait sommé de "ne pas annoncer une décision qui rendrait le dialogue impossible". Pourtant, la médiation internationale tant demandée par les institutions indépendantistes n'est pas en vue.

Critiques au parlement catalan

A Barcelone, dans la tribune du parlement régional, Miguel Iceta, du PSC (parti des socialistes catalans), a mis en avant les chiffres du référendum : "Ce n'est que 38,47 pour cent des électeurs de Catalogne". Un peu plus loin, Inés Arrimadas, de Ciutadans (libéraux anti-indépendantistes), d'origine andalouse, a montré son passeport à Puigdemont pour lui dire qu'elle

lutterait pour éviter que sa famille soit obligée d'utiliser ce document pour lui rendre visite à Barcelone.

Toujours de la tribune, Ana Gabriel, députée de l'extrême gauche indépendantiste a demandé durement à Puigdemont : "Vous voulez négocier avec qui ?"

Le discours de Puigdemont ne solutionne rien mais la tragicomédie qui s'est déroulée, ce mardi soir à Barcelone, a surtout démontré que la majorité de Puigdemont était au bord de la rupture après dix jours d'une crise majeure. Il n'est pourtant pas encore question d'élections régionales anticipées.

→ Lire également l'opinion du professeur Franklin Dehousse sur les réactions de la classe politique belge, dans la rubrique Débats, aux pages 40-41.

"Vous voulez négocier avec qui ?"

Ana Gabriel

La députée de l'extrême gauche indépendantiste catalane qui a vertement critiqué le mouvement de recul du président Puigdemont.

“Ce référendum, ce n'est que 38,47 pour cent des électeurs de Catalogne.”

Miguel Iceta

Elu du parlement catalan du PSC (parti des socialistes catalans).

“Les résultats du 1^{er} octobre ne peuvent pas être un feu vert pour proclamer l'indépendance.”

Ada Colau

Maire de Barcelone

“L'article 155 de la Constitution ne permet pas, comme on le lit parfois, de suspendre l'autonomie de la Catalogne.”

Joan Marcet

Professeur de science politique à l'Université autonome de Barcelone.

“Une déclaration d'indépendance suspendue n'est ni une déclaration d'indépendance, ni une renonciation”

Entretien Maria Udrescu

Le président de la Catalogne, Carles Puigdemont, se félicite d'avoir joué l'apaisement en tendant la main à Madrid pour entamer des négociations. Mais, selon Xavier Arbos Marin, professeur de droit constitutionnel à l'Université de Barcelone, le gouvernement de Mariano Rajoy ne risque pas de baisser les armes judiciaires face aux indépendantistes catalans.

Carles Puigdemont a promis que “la Catalogne sera un Etat indépendant”, avant de proposer de “suspendre” les effets d'une hypothétique indépendance. Comment peut-on interpréter, légalement, ces propos ?

Une déclaration d'indépendance suspendue n'est pas une déclaration d'indépendance. C'est là toute la créativité des indépendantistes catalans. En réalité, dans le cadre de la loi catalane telle qu'elle a été approuvée par le Parlement régional le 6 septembre, le président Carles Puigdemont ne peut pas déclarer l'indépendance. L'indépendance ne pourrait être déclarée qu'après que le Parlement catalan a reçu des mains de la Commission électorale les documents certifiant les résultats officiels du référendum. Or les membres de cette Commission électorale ont démissionné le 22 septembre, menacés de lourdes amendes de la part de la Cour constitutionnelle. Ce n'est donc pas le gouvernement catalan qui doit certifier le résultat du référendum, mais une Commission qui n'existe plus...

Et de toute manière, c'est le Parlement catalan qui devrait déclarer l'indépendance. Nous sommes donc de façon évidente en dehors du cadre constitutionnel espagnol et même de la législation catalane qui a été concoctée pour faciliter ce même référendum.

Peut-on estimer néanmoins que le président catalan a fait marche arrière ?

Carles Puigdemont croit avoir prouvé au monde entier qu'il n'est pas un radical et qu'il attend désormais que Mariano Rajoy accepte de négocier. C'est une stratégie qui vise à confirmer l'image que les indépendantistes catalans veulent donner d'eux-mêmes, à savoir celle de personnes ouvertes au dialogue. Ce n'est donc pas une marche ar-

rière et c'était assez prévisible. Carles Puigdemont a voulu gagner du temps. Mais il continuera à être soumis aux pressions de la CUP, parti séparatiste d'extrême gauche allié du gouvernement régional, qui a été déçu par ce discours. Il faudra également voir comment les organisations indépendantistes telles que l'Assemblée nationale catalane et l'Omnium Cultural vont réagir. Celles-ci avaient, de façon claire, demandé ce mardi une déclaration de l'indépendance de la Catalogne. Carles Puigdemont reste toutefois plus proche de ces organisations que de la CUP. Il n'est donc pas impossible que ces organisations acceptent la stratégie de Carles Puigdemont, en prônant à leur tour le dialogue.

La CUP pourrait-elle retirer son soutien au gouvernement catalan ?

Ce serait extraordinaire et risqué. Si la CUP fait tomber le gouvernement de Carles Puigdemont, elle tombe elle-même dans un piège, puisqu'elle ferait alors tomber le président qui est allé le plus loin possible sur le chemin de l'indépendance. Tandis que des nouvelles élections mettraient en péril la majorité indépendantiste en Catalogne. La CUP peut donc se mobiliser, se montrer très critique à l'égard de la décision de Carles Puigdemont, mais il est peu probable qu'elle aille plus loin.

Quelles sont désormais les options de Madrid ?

Le gouvernement espagnol pourrait opter pour la bienveillance et apprécier le fait que Carles Puigdemont n'a pas mis en œuvre l'indépendance. L'idéal serait que la main tendue du président catalan décourage Madrid de prendre des mesures, notamment par la voie de l'article 155 de la Constitution (qui permettrait à l'Etat central de suspendre l'autonomie de la région, Ndlr).

Mais je doute que le gouvernement de Mariano Rajoy accepte ces paroles comme étant une renonciation des indépendantistes ou même un geste de bonne volonté. Je m'attends, au contraire, à une escalade des tensions. Tout sauf une renonciation explicite à la déclaration d'indépendance est susceptible d'être utilisé par Mariano Rajoy

comme un argument pour que l'Etat réagisse. Rappelons par ailleurs que la fête nationale espagnole est célébrée le 12 octobre. On imagine difficilement M. Rajoy apparaître au défilé des troupes comme quelqu'un de faible face à ce qu'il perçoit comme un nouveau défi des indépendantistes.

Le Premier ministre espagnol ne risque-t-il pas d'être accusé de refuser cette main tendue de Carles Puigdemont ?

Même lorsque le contexte était bien plus propice au dialogue, le gouvernement espagnol n'a pas voulu entamer des négociations. Il est déterminé – à tel point qu'il n'a pas hésité à faire usage de la violence lors du référendum du 1^{er} octobre – à montrer que l'indépendance ne passera pas. Même si cela peut lui coûter son image, même s'il risque d'apparaître comme une personne fermée à

tout dialogue, Mariano Rajoy va continuer dans une ligne dure.

Une telle attitude de la part de Madrid peut-elle donner à M. Puigdemont plus de crédibilité sur la scène internationale ? Je doute que Carles Puigdemont ait beaucoup de crédibilité sur la scène internationale. En réalité, il a totalement ignoré les conseils de Donald Tusk qui lui demandait de renoncer à ses aspirations indépendantistes.

“Carles Puigdemont veut gagner du temps.”

Xavier Arbos Marin

Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Barcelone.